

l'occasion d'acquérir l'expérience ou de recevoir la formation sans laquelle ils n'ont aucune chance de trouver un emploi. Leur avenir est donc réellement compromis. Beaucoup de femmes sont également touchées; ces femmes qui sont les dernières à être engagées et les premières à se faire licencier. Nous ne devons pas oublier les mères qui élèvent des enfants. Elles non plus n'auront probablement aucune chance de trouver du travail dans l'avenir. Les autochtones continueront à ne pouvoir compter que sur le bien-être; beaucoup d'autres personnes se trouveront dans la même situation, notamment un grand nombre de femmes seules qui élèvent des enfants. Non seulement il y aura moins d'emplois, mais ceux qui travaillent, ainsi que leurs employeurs, devront assumer un plus gros pourcentage des coûts de l'assurance-chômage à cause du nouveau budget. Cela ne serait encore qu'un demi mal s'ils pouvaient être sûrs d'avoir droit aux prestations d'assurance-chômage le jour où éventuellement ils deviendront chômeurs.

Les pauvres pêcheurs de Vancouver-Est ont bien besoin d'aide, eux qui n'ont réussi à travailler que 14 semaines environ cette année. Ils ont de gros versements à faire pour payer leur bateau et leur maison et ils n'auront pas droit à l'assurance-chômage, bien qu'ils aient cotisé pendant des années. Ce sont seulement quelques exemples de la façon dont le dernier budget augmentera les difficultés que rencontrent les chômeurs.

Je voudrais maintenant parler du coût de la vie. Le ministre a prévu une augmentation de 12 p. 100 du prix des produits alimentaires. Beaucoup de gens sont persuadés que l'augmentation sera supérieure. Chaque famille devra payer \$500 de plus par année pour les transports, le chauffage et certaines augmentations d'impôt. Les gens les plus pauvres sont ceux qui souffriront le plus. La hausse du prix du mazout absorbera 40 p. 100 de l'augmentation du supplément de revenu garanti que touchent les retraités. Le salaire moyen réel des travailleurs augmentera seulement d'environ 1 p. 100 à cause de l'inflation. Même si ce budget est censé s'occuper des problèmes énergétiques, il ne favorise aucunement les moyens de transport économiques, par exemple le réseau de transport rapide dont ont besoin les basses terres de la Colombie-Britannique, réseau qui a été promis en 1974. Le budget ne parle pas non plus d'une politique alimentaire canadienne, ni du crédit d'impôt pour le coût de la vie que nous réclamions avec insistance pour aider les familles les plus touchées par la hausse du coût de la vie.

Le budget ne pénalise pas seulement les pauvres et les chômeurs. Certains de mes amis assis à ma droite ont fait valoir ces derniers jours que les ménages moyens ont du mal à joindre les deux bouts et que les deux conjoints sont souvent obligés de travailler pour survivre. Eux aussi sont durement touchés par le budget.

● (2030)

Je voudrais parler brièvement des réductions qui ont été apportées dans les dépenses prévues pour les programmes sociaux. Le Conseil canadien de développement social a de nouveau montré aujourd'hui, preuves à l'appui, que le budget entraînera une très forte diminution des sommes qui sont destinées aux programmes sociaux, en ajoutant que le gouvernement fédéral se déchargera de sa responsabilité dans ce domaine sur les provinces, ce qui est très grave. Ce sera peut-être pire encore que pour l'assurance-maladie et nous savons quelles conséquences le système de financement en bloc

### *Le budget—M<sup>me</sup> Mitchell*

a eues sur ce programme. Nous n'aurons absolument aucune garantie que les services essentiels seront maintenus si le gouvernement se décharge complètement de ses responsabilités sur les provinces.

Je voudrais aborder maintenant la question du coût du logement. La plupart des locataires et des propriétaires peuvent s'attendre à devoir consacrer à l'avenir bien plus d'un quart de leurs revenus au logement. En fait, avant que ce budget ne soit présenté, je connaissais des pensionnés qui consacraient 60 p. 100 de leur revenu à leur loyer. Ceux qui ont la chance de disposer d'un acompte sur l'achat d'une maison devront faire des versements hypothécaires exorbitants.

Il en va de même pour les loyers qui montent en flèche. Dans la plupart des villes où il y a très peu d'appartements libres, le loyer mensuel d'un appartement d'une chambre à coucher dépasse largement \$300. Et dans ma ville, à Vancouver, les loyers ne sont pas réglementés. Ce budget ne renferme pas de programme d'aide hypothécaire alors que nous avions préconisé de ramener les intérêts hypothécaires à 9 p. 100 pour les familles à revenus modestes. Le budget ne renferme aucune mesure susceptible de stabiliser les taux d'intérêts pour rendre l'achat d'une maison plus abordable.

Avant d'aborder la question du mystérieux programme MURB, je voudrais aborder une ou deux mesures énergétiques qui s'adressent aux propriétaires de maison et aux ménages. Il y a tout d'abord la conversion du système de chauffage. Certains ménages pourront recevoir jusqu'à \$800 pour couvrir une partie des frais de conversion de leur système de chauffage. Sauf erreur, le programme Enersage qui fut lancé en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard en 1977 prouve que la subvention est loin d'être suffisante pour les ménages à revenus modestes. Voici ce que dit le Conseil canadien de développement social:

Le programme de conversion des systèmes de chauffage domestique a toujours été sous-financé et malheureusement, le nouveau budget ne fait rien pour changer cet état de choses. Le gouvernement fédéral estime que beaucoup de propriétaires devront investir \$1,000 ou plus pour remplacer leurs fournaies au mazout, mais la subvention qu'on propose ne couvrira que la moitié du coût de conversion à concurrence de \$800.

Il est donc évident qu'avec ce que le budget leur offre, la plupart des familles à revenu faible ou moyen ne pourront verser la différence nécessaire à l'achat d'une chaudière neuve. J'espère qu'on reconsidérera cette formule de financement.

Le budget augmente le financement des programmes d'aide à l'isolation thermique des maisons de 195 millions à 265 millions de dollars. Il s'agit donc d'une augmentation très timide lorsqu'on sait que le programme devrait être appliqué aussi à toutes les maisons construites après 1961. Ce qui est encore plus important, c'est de protéger les consommateurs contre les entrepreneurs clandestins qui ont abusé du programme d'aide à l'isolation des maisons en donnant souvent un service insuffisant, non garanti et très coûteux.

**Une voix:** Le gouvernement se moque bien de cela.

**Mme Mitchell:** Le gouvernement fédéral n'a pas véritablement fixé de normes pour régir son programme de subventions pour l'isolation des maisons. C'est ainsi que certaines sociétés emploient des produits qui sont nocifs. On devrait supprimer les réductions de \$30 sur les isolants à base d'urée et de formaldéhyde qui mettent la santé en danger.